

La confiance dans les statistiques publiques

Les déterminants de la confiance, de l'indépendance politique et de l'utilisation des données du STATEC

Auteur: Dr Serge
ALLEGREZZA,
STATEC

Résumé

Article étudie les déterminants de la confiance dans les statistiques officielles, de l'utilisation des données fournies par le STATEC et de la perception de l'indépendance du STATEC face au pouvoir politique. Les analyses des régressions de type logit permettent de mettre en évidence les principaux facteurs explicatifs issus d'une enquête réalisée fin 2011 début 2012 à l'occasion du cinquantenaire de la fondation du STATEC. Les résultats livrent quelques enseignements intéressants pour l'amélioration du système statistique luxembourgeois.

Abstract

In a “society of defiance”, where social capital is decaying, confidence in public institutions, in particular in public statistics, is at risk. Trust in statistics may be even more challenged during a prolonged economic and social crisis. Furthermore, the perception of statistics is biased because of the intrinsic complexity of statistical reasoning, as Daniel Kahneman, Nobel Prize winner in economics, has shown forcefully. Even worse, surveys have shown consistently the puzzling illiteracy of citizens concerning public figures like unemployment rate, inflation or GDP.

While the confidence expressed by citizens in numbers produced by STATEC (the institute for statistics and economic studies of Luxembourg) ranked third among EU member states, according to a Eurobarometer poll in 2007, a detailed analysis of trust drivers in official statistics was still lacking. A special survey realized for the 50th anniversary of STATEC(<http://www.statistiques.public.lu/fr/actualites/territoire/territoire-climat/2012/06/20120622/index.html>), which took place in 2012, offered the opportunity to investigate the determinants of confidence, as perceived by interviewees. Logistic regressions have been run with three dependent variables: trust in statistics, political independence and use of statistics. The results offer new insights. Trust in official statistics is evenly shared: it does not depend on human capital, measured by the level of education, by income or by age categories. Political independence, which is a much debated issue among statisticians, does not appear to play a significant role in explaining confidence. The analysis shows that particular attention should be given to men and non-nationals who seem to have less confidence in official statistics.

Then, as regards perceived political independence, it is not warranted in advance, especially among less educated and younger people. Finally, it also appears that the contact via postal or telephone surveys is important because a good relationship with respondents promotes confidence in the statistical system and dissemination of data thereafter. The results should feed a communication and action plan to increase the confidence in statistics even more. For example, STATEC must embark in a popular statistical literacy program by agreeing to a major educational effort, starting with schools.

1. Considérations théoriques

Il existe une vaste littérature sur le concept de confiance qui dépasse les sciences économiques et sociales et soulève des questions de philosophie politique. Marzano rappelle que « la confiance vient du verbe confier (« confidere » en latin), remettre quelque chose de précieux à quelqu'un en s'abandonnant à sa bienveillance ». Selon la philosophe, la confiance renvoie à quelque chose de *fondamental* et de *dangereux*. En effet, sans un minimum de confiance mutuelle les relations humaines, des rapports de travail aux liens d'amitié, ne pourraient exister ; d'autre part, il y a un risque que le dépositaire de la confiance ne se montre à la hauteur ou trahisse cette confiance. A la base, la confiance est un pari humain (Marzano 2010). Or les citoyens semblent de plus en plus suspicieux, la défiance caractérise de plus en plus les relations sociales, et menace aussi statistiques publiques.

1.1 Confiance et contrat social

Selon le Littré¹, le contraire de la confiance c'est la méfiance et non pas la défiance. « Le défiant craint d'être trompé ; le méfiant croit qu'il sera trompé. La méfiance ne permettrait pas à un homme de confier ses affaires à qui que ce soit ; la défiance peut lui faire faire un bon choix ».

La question de la confiance qui nous intéresse ici est abordée de manière approfondie par Eloi Laurent (2012), dans son ouvrage sur l'économie de la confiance. Il propose une définition que nous allons reprendre.

« La confiance est une espérance de fiabilité dans des conditions humaines qui suppose un rapport à un autre être humain (rapport qui peut être médiatisé par une norme collective éventuellement incarnée dans une institution auquel cas la confiance repose sur le respect de cette norme) dans le cadre d'une situation incertaine (qui inclut la possibilité de voir la confiance accordée trahie, celui qui prend le risque se trouvant en position de vulnérabilité) dans un but et un contexte précis (on peut faire confiance à tous, à tout propos et tout moment), cette espérance de fiabilité étant fruit d'une volonté individuelle (accorder sa confiance est un choix personnel même s'il est souvent influencé par un contexte social). La confiance peut prendre différentes formes (confiance entre les personnes confiance, dans les institutions) se cons-

truire selon diverses modalités (familiarité, habitude, calcul, culture) et compte des degrés variables (on peut avoir faiblement ou forment confiance, aveuglément ou absolument pas confiance) ». (p.4)

Il faudrait d'ailleurs parler des "*confiances*", au pluriel. L'auteur s'attache à séparer les "*vraies confiances*" des "*fausses confiances*" comme le climat des affaires ou le moral des agents, acceptions qui dénotent l'optimisme et la foi dans l'avenir.

La confiance est un ingrédient indispensable au bon fonctionnement d'une économie (Laurent, 2013) et des organisations (Simon, 2007). C'est une institution invisible qui protège les individus contre l'asymétrie d'information et le risque d'aléa moral, réduisant par là même les coûts de transaction entre individus ou organisations. La confiance repose sur les lois et règlements, mais aussi sur des normes collectives partagées, indépendamment des personnes et des contextes spécifiques de leur action.

Dans cette étude nous nous intéressons plus spécifiquement à la confiance dans les institutions qui s'est historiquement substituée à la confiance entre les individus dans des communautés plus restreintes. La confiance dans les institutions politiques est particulièrement pertinente. Balme et al. (2003) proposent d'approcher la question de la confiance comme rapport entre *connaissance* et *évaluation* des politiques publiques. Cette approche considère la politique comme un jeu entre offre de politiques par les bureaucrates et les élus d'une part et la demande de politiques par les citoyens électeurs, d'autre part. Il y a une asymétrie de l'information entre politiques et les citoyens. Les informations sur l'efficacité, sur la nature des bénéficiaires ne sont pas connues ou inégalement réparties dans la population. En croisant ces deux critères de connaissance et d'évaluation on peut mettre en évidence quatre cas : la confiance (bonne connaissance, évaluation positive), la défiance (bonne connaissance, évaluation négative), la critique informée ou de remise de soi.

La confiance est le résultat de l'adéquation entre la satisfaction par rapport aux politiques menées et la performance des autorités gouvernementales, évaluées par les citoyens. Il faut donc que les citoyens aient une connaissance suffisante des politiques mises en œuvre et qu'ils évaluent positivement l'action menée.

¹ <http://littrereverso.net/dictionnaire-francais/definition/>

Si on appliquait ce raisonnement à la production des autorités statistiques, il faudrait remplir deux critères pour s'assurer la confiance des citoyens ou des utilisateurs de la statistique : une connaissance suffisante de la qualité des données et des conditions de leur production et des éléments probants permettant d'évaluer leur mise en œuvre dans la réalité. Si les données sont jugées de mauvaise qualité ou méthodologiquement déficientes, après un examen critique, il pourrait y avoir une défiance, une critique stimulante conduisant à des corrections ou des changements.

1.2 Confiance et statistique publique

La confiance dans la statistique publique – et dans les organismes qui la produisent – est liée à la capacité à fabriquer une représentation adéquate et utile de l'espace public. « Le débat contradictoire sur les options de la cité suppose l'existence d'un minimum d'éléments de référence communs aux divers acteurs : langage pour mettre en forme les choses pour dire les fins et les moyens de l'action, pour discuter des résultats...le langage ne préexiste pas au débat. Il est négocié, stabilisé, inscrit, puis déformé et défait peu à peu au fil des interactions propres à un espace et à une période historique données » (Desrosières 2000, p.406).

La statistique n'est pas en-dehors du champ social, elle est consubstantielle de la construction d'un espace cognitif où les médias jouent un rôle crucial dans la perception, par le grand public, de la fiabilité des chiffres.

La confiance dont bénéficie la statistique publique est vulnérable et peut être entamée dans certaines circonstances historiques ou pâtir de l'usage illégitime ou contestable qui en est fait. De tout temps, il y a eu pour le moins une défiance par rapport aux statistiques en général comme l'illustre l'aphorisme célèbre de Marc Twain « Lies, damned lies and statistics ». Un autre facteur qui favorise la défiance face aux statistiques en général est la difficulté intrinsèque du raisonnement probabiliste, qui semble naturellement d'un accès difficile à l'entendement humain, comme l'explique admirablement Kahneman (2011). En effet, le raisonnement intuitif que met en œuvre le cerveau humain est très éloigné du raisonnement probabiliste qui fait appel à la « système 1 » par opposition au « système 2 ».

La statistique officielle décrit des phénomènes sociaux, des choses, qui peuvent faire l'objet d'une action politique, plus ou moins controver-

sée, comme par exemple dans le cas du chômage ou de l'inflation.

Cette ambivalence de la statistique, mesure objective, d'une part, étalon de l'action politique, d'autre part, complique la perception des citoyens vis-à-vis de la statistique publique, descriptive et normative en même temps, et qui ne peut, dès lors être considérée comme complètement au-dessus de la mêlée. La statistique publique devient d'autant plus fragile en temps de crise, lorsque les chiffres sont censés refléter des tensions, des écarts, voire des ruptures qui ne se reflètent pas dans les moyennes et les agrégats médiatisés.

Un exemple de joutes purement luxembourgeoises qui donnent lieu à des controverses publiques sont les négociations entre les partenaires sociaux et le gouvernement (« négociations tripartites »). Ces dernières ont échoué en raison d'une absence de vue partagée sur le diagnostic de la nature de la crise économique et donc sur les remèdes à envisager. La bataille des chiffres a fait rage, chaque camp brandissant ses courbes et ses indices. La tentation de remettre en cause la qualité des chiffres, leur pertinence, et les enseignements qui en découlent selon les uns et les autres². Or, il faut craindre que ces joutes médiatiques risquent d'entamer la confiance des citoyens et du grand public dans la statistique officielle, confondant ainsi les données de base et interprétation des statistiques.

Un autre exemple est celui des révisions fréquentes et hélas inévitables des principaux chiffres de la comptabilité nationale. Enfin, les données changent également parce que la situation économique change, comme ce fut le cas lors de la grande récession due à la crise économique et financière de 2008. Or, ces révisions trimestrielles de la comptabilité nationale sont de nature à brouiller les repères de l'opinion publique et des décideurs politiques cet qui peut écorner, par ricochet, le capital confiance des citoyens dans la statistique officielle,

Dernier exemple : le recensement général de la population, opération lourde et invasive, puisque des enquêteurs prennent un physiquement contact avec tous les citoyens, ce qui ne manque pas de soulever des polémiques sur la protection des données individuelles et la pertinence de certaines questions. Cette incursion comminatoire dans la vie privée peut susciter un mouvement de rejet et de méfiance.

² Les débats se sont focalisés sur les notions de coût salarial unitaire réel et coût salarial unitaire nominal (cf. Bilan compétitivité 2012).

1.3 Renforcer et stabiliser la confiance du public dans la statistique officielle

Les statistiques publiques ont partie liée avec le processus de confiance institutionnalisée, bâtie à partir d'un consensus autour de normes objectives (définitions, méthodes, données), mais dont le bien-fondé peut toujours être remis en question. L'appareil statistique participe de la confiance vis-à-vis de la puissance publique en général, en tant que gestionnaire du bien commun.

La confiance devient ainsi un enjeu de la statistique publique et les moyens de renforcer cette confiance reposent sur l'indépendance professionnelle des statisticiens, ainsi que sur la transparence des méthodes et des processus.

Le système statistique, national et européen, a mis en place une batterie de mesures afin de conforter la confiance dans les chiffres publics. Ce dispositif institutionnel comprend des mesures législatives, réglementaires et administratives de surveillance pour asseoir la fiabilité des statistiques et maintenir la confiance (Charpin 2010). Pour la petite histoire, rappelons que ces principes ont été formulés dans le Code de bonnes pratiques de la statistique européenne, préparé sous la présidence luxembourgeoise de l'UE, en 2005 et qui fait autorité depuis. Cette exigence de transparence a été renforcée fin 2011 par l'arsenal législatif communautaire dans le cadre des statistiques sur les finances publiques et les déséquilibres macro-économiques dans un ensemble de réformes, connues sous le nom de "six pack" (http://ec.europa.eu/economy_finance/economic_governance/index_en.htm).

Les principes de base du Code de bonnes pratiques³ ont été ancrés dans la loi luxembourgeoise, qui fonde l'Institut de la statistique et des études économiques (STATEC), votée à l'unanimité en juillet 2011.

L'enquête dont il sera question ici, a été réalisée dans une période de crise, montre que, malgré tout, la confiance dans le STATEC est à son apogée et que la statistique officielle jouit d'une grande confiance, en dépit des événements et des polémiques évoquées ci-dessus.

La présente étude ne s'intéresse pas aux connaissances économiques et sociales des individus, au degré de compréhension des différentes statistiques comme le chômage, l'inflation, la pauvreté ou la pollution. Idéalement, pour mesurer le degré de confiance, il faudrait pouvoir évaluer simultanément le niveau de connaissance des données statistiques dont disposent les citoyens. Certaines enquêtes communautaires Eurobaromètre⁴ ont montré l'ignorance abyssale des citoyens face aux « vrais » indicateurs économiques, publiés par les autorités statistiques compétentes. Ces études ont été répliquées dans le cas du STATEC (Gonzalez, 2012).

Par manque de données, l'étude n'aborde pas l'intelligence que le public a du lien entre les grandeurs statistiques et l'appréciation de la situation économique, sociale et écologique. Une telle étude a été réalisée par Blinder et Krueger (2004). Les auteurs montrent que les citoyens utilisent les données statistiques après les avoir passées par un filtre idéologique qui joue un rôle prédominant, alors que les connaissances économiques ne sont pas très importantes dans leurs appréciations face à la politique économique.

³ Référence du texte :
http://epp.eurostat.ec.europa.eu/cache/ITY_OFFPUB/KS-32-11-955/FR/KS-32-11-955-FR.PDF

⁴ <http://www.oecd.org/site/worldforum06/39562127.pdf>
Un eurobaromètre spécial de 2007 consacré à la connaissance des européens des indicateurs économiques

2. L'enquête sur la confiance et la perception du STATEC

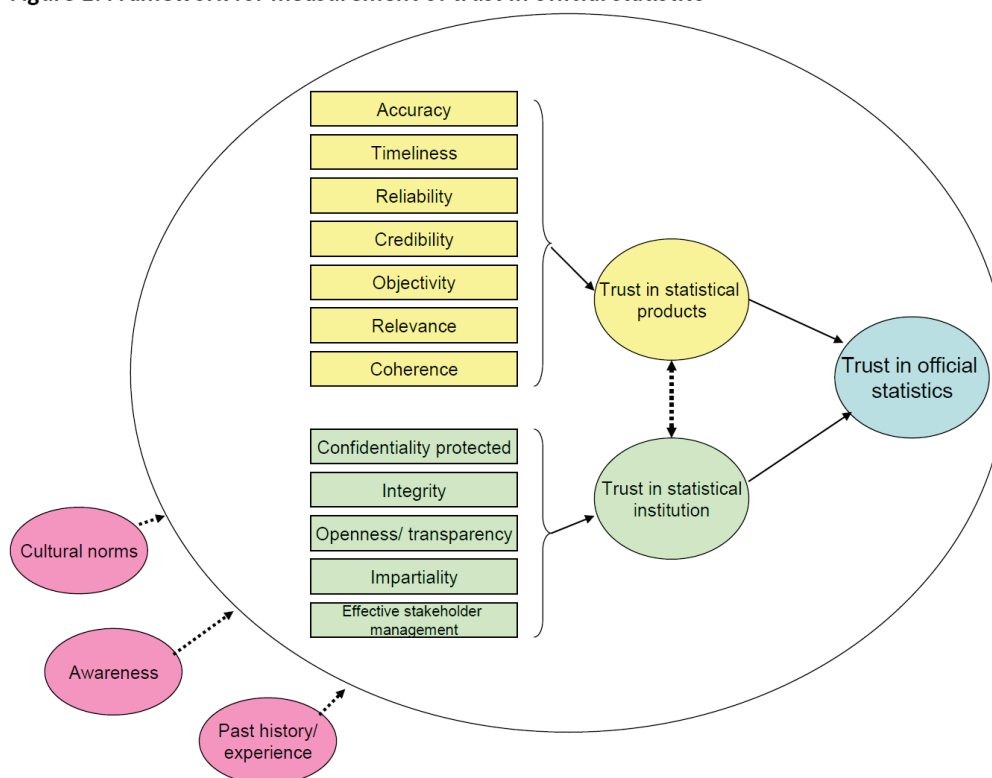
La confiance dans la statistique officielle a fait l'objet de plusieurs études au niveau européen. Une enquête Eurobaromètre 323 de janvier 2010 donne quelques résultats intéressants à ce sujet. La confiance dans les statistiques luxembourgeoises est très élevée, comparée à la moyenne européenne, en quatrième position après la Suède, le Danemark et les Pays-Bas.

Plusieurs instituts de la statistique ont procédé à de telles études comme par exemple l'institut norvégien ou italien⁵.

Un modèle développé par le secrétariat de l'OCDE énumère les critères qui sont censés déterminer la confiance dans les "produits" de la statistique et la confiance dans les institutions statistiques. Parmi ces critères et objectifs il y a.

Graphique 1:

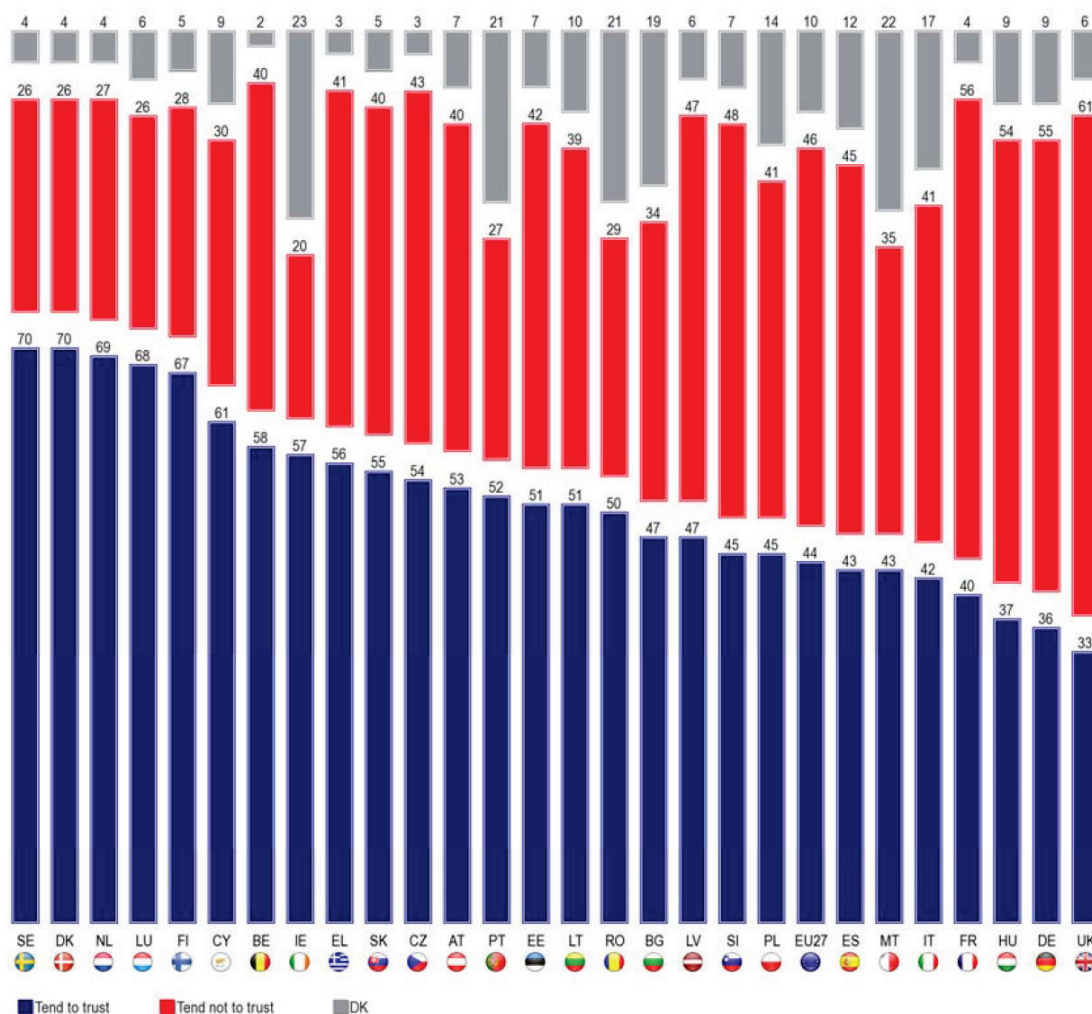
Figure 1. Framework for measurement of trust in official statistics



⁵ Norvège : <http://www.unece.org/fileadmin/DAM/stats/documents/ece/ces/ge.45/2010/wp.20.e.pdf>. Italie : <http://www.oecd.org/site/progresskorea/44099367.pdf>

Graphique 2: Comparaison européenne de la confiance dans les offices de statistique

QC6. Personally, how much trust do you have in the official statistics in (OUR COUNTRY), for example the statistics on unemployment, inflation or economic growth? Would you say that you tend to trust these official statistics or tend not to trust them?



Source: OCDE (2011)

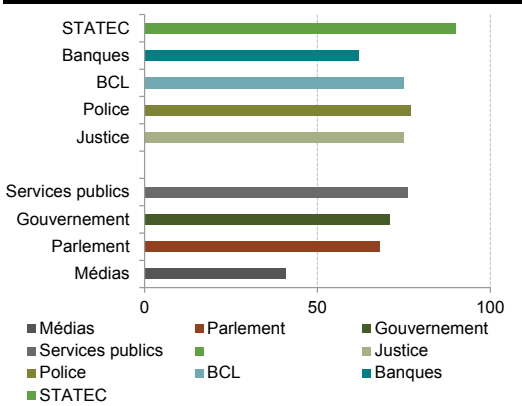
En se basant sur le guide de l'OCDE⁶ (2011) sur la mesure de la confiance dans les statistiques publiques, le STATEC a établi un questionnaire spécifique et fait procéder à une enquête d'opinion auprès d'un échantillon de plus de 2000 personnes fin 2011 par TNS-ILRES début 2012 à l'occasion du 50^{me} anniversaire du STATEC. Le questionnaire se trouve en annexe au présent document.

Dans cette section, nous présentons quelques résultats descriptifs sur les principales variables utilisées dans l'enquête : confiance dans les institutions, dans le STATEC.

Les personnes interrogées placent le STATEC en première place en ce qui concerne la confiance, devant la Banque Centrale, la police, la justice et le parlement, loin devant les médias et les banques (graphique n° 3). Si 67.1% font confiance au STATEC, un bon quart n'est pas convaincu, ce qui soulève des questions sur les causes de cette dé(mé-)fiance. L'enquête ne permet pas d'approfondir les motivations de cette attitude.

⁶ OCDE Measuring trust in official statistics. Cognitive testing. June 2011
<http://www.oecd.org/std/50027008.pdf>

Graphique 3: Pourcentage de confiance totale et partielle



Source : Enquête cinquantenaire du STATEC

Les personnes interrogées sont également très nombreuses (90%) à penser que les statistiques publiques sont importantes. 39% pensent que les statistiques sont tout à fait nécessaires, la moitié est plutôt d'accord. On pourrait penser à une certaine « ignorance rationnelle », l'effort pour se procurer des informations statistiques est coûteux en temps et n'a pas d'utilité directe.

L'indépendance politique semble acquise pour près de 2/3 des personnes interrogées, environ 24% hésitent et 4% environ ne croient pas à l'indépendance statistique face au pouvoir politique.

La grande majorité des personnes (86%) ont une attitude positive face au STATEC. Il reste donc 14% qui ont une attitude négative, du moins partiellement (tableau 3). 26% ont une opinion positive affirmée à l'égard du STATEC, et 60% plutôt tendent à avoir une opinion positive d'accord, 13% ne sont pas d'accord ou non pas d'opinion.

Tableau 1: Nécessité de connaître les données statistiques

Est-il nécessaire de connaître les données statistiques?			
	Freq.	Percent	Cum.
Tout à fait d'accord	777	38.56	38.56
Plutôt d'accord	1,04	51.61	90.17
Plutôt pas d'accord	142	7.05	97.22
Pas du tout d'accord	19	0.94	98.16
Je ne sais pas	37	1.84	100
Total	2 015	100	

Source : enquête cinquantenaire du STATEC

Tableau 2 : Indépendance politique

Les données fournies par le STATEC ne sont pas influencées par des considérations politiques			
	Freq.	Percent	Cum.
Tout à fait d'accord	311	15.43	15.43
Plutôt d'accord	987	48.98	64.42
Plutôt pas d'accord	482	23.92	88.34
Pas du tout d'accord	88	4.37	92.7
Je ne sais pas	147	7.3	100
Total	2 015	100	

Source : enquête cinquantenaire du STATEC

Tableau 3 : Opinion face au STATEC

J'ai une opinion positive à l'égard du STATEC			
	Freq.	Percent	Cum.
Tout à fait d'accord	523	25.96	25.96
Plutôt d'accord	1 223	60.69	86.65
Plutôt pas d'accord	157	7.79	94.44
Pas du tout d'accord	36	1.79	96.23
Je ne sais pas	76	3.77	100
Total	2 015	100	

Source : enquête cinquantenaire du STATEC

3. Résultats économétriques

Trois régressions LOGIT ont été estimées à partir des données de l'enquête avec pour variables à expliquer : (1) la confiance dans les statistiques publiques, (2) l'indépendance face au pouvoir politique et (3) l'utilisation des données du STATEC. Les caractéristiques des variables explicatives sont détaillées en annexe tableau. Il s'agit de variables sociodémographiques comme le revenu, l'éducation, la profession, le genre, l'activité professionnelle, l'âge et la nationalité. Plusieurs variables intéressantes ont été ajoutées comme la participation à une enquête STATEC, la confiance envers les médias ainsi que les variables dépendantes des deux autres régressions LOGIT : confiance dans les statistiques, indépendance politique et utilisation des données. Nous commenterons les résultats en insistant sur les variables qui ont un coefficient statistiquement significatif. Dans un souci de robustesse, nous avons estimé un modèle tenant compte de l'interdépendance entre les trois équations (trivariée). Dans une étape ultérieure nous utiliserons un modèle plus sophistiqué permettant d'estimer un système d'équations, afin de tenir compte des problèmes d'endogénéité des variables.

3.1 La confiance dans la statistique publique

La confiance dans les statistiques publiques ne dépend ni du revenu ni du niveau d'éducation (capital humain). Elle bénéficie d'une adhésion générale, sauf pour le genre et la nationalité : les hommes font moins confiance et les Luxembourgeois plus confiance à la statistique publique. Les personnes qui ont été interrogées par le STATEC et celle qui utilisent les données produites par le STATEC sont encore plus enclines à faire confiance à la statistique publique. La réputation des médias et la perception de l'indépendance politique du STATEC ne jouent aucun rôle dans la probabilité d'accorder la confiance au STATEC.

3.2 L'indépendance politique

L'indépendance politique de la statistique est un grand principe inscrit dans la fameux Code européen de la statistique déjà mentionné. Or, les instituts de statistique sont dépendants de l'Etat qui les dote d'un budget de fonctionnement et met à leur disposition des agents pour accomplir les missions de la loi et des règlements communautaires et internationaux. Cette dépendance matérielle et le contrôle administratif exercé par

le ministère de ressort sur les ressources, tout comme par l'Inspection des finances et le contrôle financier, parfaitement légitimes, font que l'autorité statistique ne pourra pas viser une indépendance absolue. En revanche, le Traité de l'Union européenne et la loi⁷ de juin 2011 assure l'indépendance professionnelle et scientifique du STATEC dans le domaine de la statistique publique et lui impose de suivre les règles de l'art dans le domaine de la recherche et de la prévision. Le STATEC qui a toujours réalisé son travail conformément aux exigences normatives communautaires, n'est plus un « service » du ministère de l'économie. Il peut cependant exister la crainte ou la suspicion d'une certaine connivence. Le degré d'indépendance perçu par les citoyens peut être diversement apprécié par les citoyens et les utilisateurs de statistiques.

L'étude montre que les personnes interrogées sont d'autant plus enclines à croire à l'indépendance du STATEC qu'elles sont plus éduquées et plus âgées. L'étude montre aussi que ce sont les personnes qui utilisent les données du STATEC qui accordent plus de crédit à l'indépendance. Enfin, le fait de faire confiance aux médias est positivement relié à la perception de l'indépendance du STATEC. La dernière constatation est intéressante car elle suggère que les reportages et les commentaires, souvent critiques, basés sur les statistiques (ou les prévisions) soulèvent des questions épineuses, controversées, qui ne remettent pas en cause l'indépendance politique du STATEC. Il ressort aussi que les personnes de nationalité luxembourgeoise sont plus réticentes, toutes choses égales par ailleurs, à l'égard de l'indépendance du STATEC.

3.3 L'utilisation des données du STATEC

De manière générale, les statistiques sont d'autant plus utilisées que les personnes sont convaincues de l'indépendance politique de l'Institut et que les gens se déclarent confiants dans la statistique officielle. Le fait d'avoir participé à une enquête augmente la probabilité d'utiliser les données. L'expérience vécue par une personne lors de la collecte des données (enquête, interview) semble renforcer l'utilisation des statistiques. L'utilisation est fortement reliée au capital humain. En effet, la probabilité augmente avec le niveau d'éducation. L'âge a un

⁷ Voir communiqué Statnews

<http://www.statistiques.public.lu/fr/actualites/territoire/territoire-climat/2011/06/20110630/20110630.pdf>

effet négatif sur l'utilisation, les seniors semblent moins friands de statistiques publiques. La nationalité luxembourgeoise a un effet positif sur l'utilisation de statistiques publiques. Ce constat

mériterait une interprétation plus élaborée. Le questionnaire va plus loin dans l'exploration des motivations et du type de statistiques utilisées qui n'ont pas été retenues dans l'analyse.

4. Conclusion

« C'est un monde où la peur gagne et le soupçon se diffuse. Nous vivons dans la religion du contrat et du « tout sécuritaire ». Nous abhorrons par-dessus tout le risque et faisons du contrôle un idéal à atteindre » (Marzano, 2010). La statistique publique n'échappe pas à ce processus. Or comme le rappelle E. Laurent (2012) (p.96) l'exaltation de la confiance peut donner lieu à une idéologie et à son instrumentalisation à des fins politiques. La défiance, lorsqu'elle prend la forme du doute systématique cartésien, est une attitude saine et constructive dont la statistique publique, comme institution, peut bénéficier. Joel Best (2001) abonde dans le même sens dans son ouvrage consacré à l'usage critique de la statistique sociale. Il met en garde contre l'usage partisan des statistiques qui permettent de convertir un problème social complexe en un nombre qui, en apparence, simplifie la question et permet de donner l'illusion d'en prendre le contrôle, symptôme de fétichisme. « *We look at statistics as facts we discover and not as numbers we create* » (p.160). Face aux naïfs qui prennent pour argent comptant toutes les statistiques et aux cyniques qui nourrissent une suspicion viscérale à l'égard des statistiques, l'auteur souhaite encourager l'émergence de citoyens critiques qui s'interrogent sur la portée et la validité des statistiques et de leur origine.

Les résultats de l'enquête montrent que la confiance vis-à-vis du STATEC est à un niveau faibler même s'il est toujours possible de s'améliorer. Du point de vue de la gestion de l'Institut de la statistique, l'enquête permet de tirer plusieurs leçons intéressantes.

Tout d'abord, la confiance dans la statistique publique est uniformément partagée : elle ne dépend pas du capital humain, mesuré par le niveau d'éducation, ni du revenu, ni de l'âge.

L'indépendance politique, dont il est fait grand cas dans l'agencement institutionnel des autorités de statistique en Europe ne semble pas jouer de rôle significatif. Une attention particulière devra être consacrée aux hommes et aux

personnes de nationalité non luxembourgeoise qui semblent faire moins confiance à la statistique publique. C'est une cible particulière à mettre dans les plans de communication.

Ensuite, en ce qui concerne l'indépendance politique, qui ne semble pas significativement déterminante pour la confiance, elle n'est pas acquise par avance, surtout chez les personnes moins éduquées et les personnes plus jeunes.

Cela pourrait signifier qu'il faut investir dans la littérature statistique populaire en consentant à un effort pédagogique important, en commençant par les écoles.

Enfin, il apparaît aussi que le contact, via les enquêtes postales ou téléphoniques, est important, car une bonne relation avec les personnes interrogées favorise la confiance dans le système statistique et la diffusion des données par la suite.

Les travaux dans ce domaine nous semblent encore aussi rares qu'embryonnaires et il faut souhaiter que les institutions de la statistique publique soutiennent le développement ce type d'approche grâce à des questionnaires standardisés et des études comparatives.

Annexe

A) Logit avec les trois var dépendantes

Pour approfondir les résultats de l'analyse nous avons recouru à l'analyse probit trivariée (stata ref.) qui

Régression logit CONF PUB : confiance dans les statistiques publiques (variable dichotomique : oui/non, recodage de Q1_6)

Variables indépendantes : use indep media Q6_8 sexe CAT_ACT EDU_2 EDU_3 EDU_4 EDU_5 EDU_6 EDU_8 age2 age3 age4 age5 lux rev3 rev4 rev5 rev6 rev7 rev8 rev9 rev10 rev11 rev12 rev13 prof2 prof3 prof4 prof7

Régression logit INDEP : indépendance politique du statec (variable dichotomique, recodée de M4Q1_2)

Var indépendantes : use media Q6_8 sexe CAT_ACT EDU_2 EDU_3 EDU_4 EDU_5 EDU_6 EDU_8 age2 age3 age4 age5 lux rev3 rev4 rev5 rev6 rev7 rev8 rev9 rev10 rev11 rev12 rev13 prof2 prof3 prof4 prof7

Régression logit USE : Utilisation des données du statec (variable dichotomique recodée de Q3)

var indépendantes : use confpub indep media Q6_8 sexe CAT_ACT EDU_2 EDU_3 EDU_4 EDU_5 EDU_6 EDU_7 EDU_8 age2 age3 age4 age5 lux rev2 rev3 rev4 rev5 rev6 rev7 rev8 rev9 rev10 rev11 rev12 rev13 prof6 prof7

Les analyses ont été réalisées en STATA, le fichier d'instructions « ado » se trouve en annexe.

B) Les variables

Variable	Label	Observations	Moyenne
Indep	Indépendance vis-à-vis du pouvoir politique	2015	0.6441687
Use	Utilisation des données du STATEC	2015	0.453598
Confpub	Confiance dans les statistiques publiques	2015	0.9622829
Media	Confiance dans les médias	2015	0.4109181
Q6_8	Non-participation à des enquêtes du STATEC	2015	0.2297767
Sexe	Masculin	2015	0.4937965
CAT_ACT	Actif	2015	0.5806452
EDU_2	Secondaire 1er cycle jusqu'à 11ème, CAP-CATP, collège, Niveau éducation	2015	0.1647643
EDU_3	Secondaire 2ème cycle Bac classique ou technique, brevet	2015	0.3756824
EDU_4	Ens. supérieur Bac + 2 à 3 BTS, DUT, DEUG, graduat, 1ère	2015	0.1796526
EDU_5	Ens. supérieur Bac + 4 maîtrise, 2ème licence, etc	2015	0.0888337
EDU_6	Ens. supérieur Bac + 5 ou plus Masters, Postgraduate,	2015	0.1215881
EDU_7		2015	0.0024814
EDU_8	autre	2015	0.026799
age2	25-34 ans	2015	0.1811414
age3	35-49 ans	2015	0.325062
age4	50-64 ans	2015	0.2312655
age5	65 ans et plus	2015	0.1573201
Lux	Nationalité luxembourgeoise	2015	0.6327543
Rev2	entre 1 001 et 1 250 euros	2015	0.0019851
Rev3	entre 1 251 et 1 500 euros	2015	0.0064516
Rev4	entre 1 501 et 2 000 euros	2015	0.0228288
Rev5	entre 2 001 et 2 500 euros	2015	0.0372208
Rev6	entre 2 501 et 3 000 euros	2015	0.0506203
Rev7	entre 3 001 et 3 500 euros	2015	0.0724566
Rev8	entre 3 501 et 4 000 euros	2015	0.080397
Rev9	entre 4 001 et 5 000 euros	2015	0.1389578
Rev10	entre 5 001 et 6 000 euros	2015	0.101737
Rev11	entre 6 001 et 8 000 euros	2015	0.1315136
Rev12	8 000 euros et plus par mois	2015	0.1334988
Rev13	refus	2015	0.217866
prof2		2015	0.008933
prof3		2015	0.0248139
prof4		2015	0.0079404
prof6		2015	0.0109181
prof7		2015	0.0987593

C) Analyse des indicateurs de confiance

La confiance dans les institutions, une analyse en composantes principales. La matrice des corrélations ci-dessous montre que la variable de confiance concernant le STATEC est faible tout comme le coefficient du facteur dans l'ACP suggérant que l'Institut de la statistique et des études économiques occupe une place à part.

Tableau: Confiance dans les institutions

Médias	M2Q1_1
Parlement	M2Q1_2
Gouvernement	M2Q1_3
Services publics	M2Q1_4
Statec	M2Q1_5
Justice	M2Q1_6
Police	M2Q1_7
Banque Centrale	M2Q1_8
Banques	M2Q1_9

Matrice des corrélations

	M2Q1_1	M2Q1_2	M2Q1_3	M2Q1_4	M2Q1_5	M2Q1_6	M2Q1_7	M2Q1_8	M2Q1_9
	Médias	Parlement	Gouvernement	Services publics	STATEC	Justice	Police	BCL	Banques
M2Q1_1	1								
M2Q1_2	0.2771	1							
M2Q1_3	0.2759	0.6423	1						
M2Q1_4	0.2819	0.4403	0.4255	1					
M2Q1_5	0.1987	0.2941	0.2887	0.2449	1				
M2Q1_6	0.23	0.4113	0.3835	0.3461	0.2615	1			
M2Q1_7	0.2278	0.3637	0.3867	0.4016	0.2342	0.4599	1		
M2Q1_8	0.1641	0.356	0.3725	0.2616	0.2852	0.2891	0.2362	1	
M2Q1_9	0.2436	0.2801	0.2898	0.2368	0.2151	0.3207	0.3005	0.3864	1

Principal components/correlation Number of obs = 2015
 Number of comp. = 2
 Trace = 9
 Rho = 0.5003
 SEs assume multivariate normality SE(Rho) = 0.0072

	Coef.	Std. Err.	z	P> z	[95% Conf. Interval]	
Eigenvalues						
Comp1	3.57111	.1125073	31.74	0.000	3.350599	3.79162
Comp2	.9315554	.0293485	31.74	0.000	.8740334	.9890774
Comp1						
M2Q1_1	.2542321	.0134823	18.86	0.000	.2278072	.2806569
M2Q1_2	.3971666	.009464	41.97	0.000	.3786175	.4157157
M2Q1_3	.3969188	.0094536	41.99	0.000	.3783901	.4154474
M2Q1_4	.3473108	.0109904	31.60	0.000	.3257699	.3688516
M2Q1_5	.2691655	.0131097	20.53	0.000	.243471	.2948601
M2Q1_6	.3529773	.0108083	32.66	0.000	.3317935	.3741611
M2Q1_7	.3435249	.0111896	30.70	0.000	.3215936	.3654562
M2Q1_8	.3098369	.0122572	25.28	0.000	.2858133	.3338606
M2Q1_9	.2973283	.01257	23.65	0.000	.2726915	.3219651
Comp2						
M2Q1_1	-.1591198	.207984	-0.77	0.444	-.5667611	.2485214
M2Q1_2	-.1847344	.0864308	-2.14	0.033	-.3541357	-.0153332
M2Q1_3	-.1575614	.0862315	-1.83	0.068	-.3265721	.0114493
M2Q1_4	-.3538416	.0458288	-7.72	0.000	-.4436643	-.2640189
M2Q1_5	.2950796	.1349177	2.19	0.029	.0306458	.5595135
M2Q1_6	-.0968958	.0946234	-1.02	0.306	-.2823541	.0885626
M2Q1_7	-.2525707	.1030798	-2.45	0.014	-.4546034	-.0505379
M2Q1_8	.5871751	.0618123	9.50	0.000	.4660251	.708325
M2Q1_9	.5343195	.1054236	5.07	0.000	.327693	.7409459

LR test for independence: chi2(36) = 4368.32 Prob > chi2 = 0.0000
 LR test for sphericity: chi2(44) = 4369.69 Prob > chi2 = 0.0000

Explained variance by components

Components	Eigenvalue	Proportion	SE_Prop	Cumulative	SE_Cum	Bias
Comp1	3.57111	0.3968	0.0080	0.3968	0.0080	.003397
Comp2	.9315554	0.1035	0.0033	0.5003	0.0072	.012512
Comp3	.8463388	0.0940	0.0030	0.5943	0.0063	.024526
Comp4	.8306438	0.0923	0.0029	0.6866	0.0053	-.017858
Comp5	.7745114	0.0861	0.0028	0.7727	0.0042	-.009385
Comp6	.6188947	0.0688	0.0022	0.8415	0.0033	-.000498
Comp7	.5546036	0.0616	0.0020	0.9031	0.0024	-.001676
Comp8	.5196707	0.0577	0.0019	0.9608	0.0013	-.008184
Comp9	.3526718	0.0392	0.0013	1.0000	0.0000	-.002834

D) Logit avec les trois var dépendantes

	confpub	Indep	use
Use	0.605* (2.24)	0.366*** (3.58)	
Indep	0.178 (0.69)		0.371*** (3.63)
media	-0.125 (-0.49)	0.658*** (6.45)	-0.150 (-1.52)
Q6_8	-0.550* (-2.11)	-0.152 (-1.32)	-0.525*** (-4.53)
sexe	-0.510* (-2.00)	0.0425 (0.41)	0.552*** (5.50)
CAT_ACT	0.408 (1.27)	0.0536 (0.41)	-0.00653 (-0.05)
EDU_2	-0.278 (-0.42)	0.476 (1.81)	0.647* (2.09)
EDU_3	0.386 (0.59)	0.427 (1.71)	1.185*** (4.00)
EDU_4	0.212 (0.31)	0.497 (1.86)	1.155*** (3.73)
EDU_5	0.583 (0.74)	0.619* (2.06)	1.529*** (4.58)
EDU_6	-0.0278 (-0.04)	0.989*** (3.30)	1.665*** (5.06)
EDU_7	. .	1.128 (0.97)	0.645 (0.64)
EDU_8	0.950 (0.80)	0.449 (1.19)	0.882* (2.17)
age2	-0.0404 (-0.08)	0.124 (0.62)	-0.861*** (-4.25)
age3	0.375 (0.81)	0.445* (2.31)	-0.921*** (-4.76)

age4	0.721 (1.50)	0.531** (2.78)	-0.525** (-2.76)
age5	0.443 (0.87)	0.732*** (3.57)	-0.881*** (-4.35)
	confpub	Indep	use
lux	1.488*** (5.39)	-0.372*** (-3.42)	0.127 (1.20)
rev2	. .	0.727 (0.58)	1.445 (1.03)
rev3	-0.147 (-0.11)	1.436 (1.51)	-0.254 (-0.28)
rev4	1.469 (1.10)	0.848 (1.07)	-0.0560 (-0.07)
rev5	1.439 (1.14)	0.820 (1.07)	0.304 (0.42)
rev6	1.737 (1.37)	1.024 (1.35)	-0.337 (-0.47)
rev7	1.634 (1.37)	1.063 (1.42)	-0.440 (-0.62)
rev8	1.373 (1.16)	1.077 (1.44)	-0.0672 (-0.09)
rev9	1.582 (1.36)	0.787 (1.07)	-0.248 (-0.35)
rev10	0.845 (0.73)	0.803 (1.08)	-0.105 (-0.15)
rev11	1.420 (1.22)	0.772 (1.04)	-0.143 (-0.20)
rev12	1.894 (1.58)	1.232 (1.65)	0.0992 (0.14)
rev13	1.401 (1.24)	0.771 (1.05)	-0.350 (-0.50)
prof2	-0.518 (-0.47)	-0.139 (-0.26)	0.350 (0.69)
prof3	0.343 (0.33)	0.0583 (0.17)	-0.0642 (-0.20)
prof4	-1.656* (-1.97)	0.162 (0.27)	0.597 (1.12)

	confpub	Indep	use
prof6	.	0.471 (0.82)	1.528* (2.40)
prof7	-0.229 (-0.46)	-0.0387 (-0.20)	0.232 (1.30)
confpub		0.205 (0.81)	0.558* (2.10)
_cons	0.540 (0.41)	-1.600* (-1.99)	-1.431 (-1.81)
N	1984	2015	2015
pseudo R-sq	0.104	0.055	0.075

t statistics in parentheses * p<0.05, ** p<0.01, *** p<0.001

Bibliographie

Balme Richard, Jean-Louis **Marie**, and Olivier **Rozenberg**. 2003. "Les motifs de la confiance (et de la défiance) politique : intérêt, connaissance et conviction dans les formes du raisonnement politique." *Revue internationale de politique comparée* 10(3): 433.

Charpin Jean-Michel. 2010. "Statistiques : les voies de la confiance." *Revue économique* 61(3): 371.

Desrosières Alain. 2000. *La politique des grands nombres. Histoire de la raison statistique*. La Découverte.

Kahneman Daniel. 2011. *Thinking, Fast and Slow*. Penguin.

Laurent Éloi. 2009. "Peut-on se fier à la confiance ?" *Revue de l'OFCE* 108(1): 5.

Laurent Éloi. 2012. *Économie de la confiance*. Paris: la Découverte.

Marzano Michela. 2010. *Le contrat de défiance*. Grasset.

Blinder A. , Krueger A. What does the public know about public policy and how does it know it", NBER 10787, 2004

Gonzales Patricia. L'enquête de satisfaction des utilisateurs du STATEC de 2010, *Economie et statistiques*, No 53, février 2012

Best Joel. Damned Lies and Statistics: Untangling Numbers from the Media, Politicians, and Activists 1st (first) Edition by Best, Joel [2001].

Commission européenne, Eurobaromètre spécial no 67, printemps 2007, <http://www.oecd.org/site/worldforum06/39562127.pdf>

OCDE Measuring trust in official statistics. Cognitive testing. June 2011. <http://www.oecd.org/std/50027008.pdf>